

Économies d'égalité et de soin

Rapport final du processus
de recherche GOLD VII



CGLU
Cités et Gouvernements
Locaux Unis

2026



© 2026 CGLU

Publié en juin 2026 par Cités et Gouvernements Locaux Unis. Ces travaux sont mis à disposition selon les conditions de la licence [Attribution - Partage dans les mêmes conditions 4.0 International](#), sauf indication contraire.

United Cities and Local Governments
Cités et Gouvernements Locaux Unis
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos
Carrer d'Avinyó, 15
08002 Barcelona
www.uclg.org

Avertissement :

Les termes utilisés concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites, ou encore son système économique ou son degré de développement, ne reflètent pas nécessairement l'opinion de Cités et Gouvernements Locaux Unis. L'analyse, les conclusions et les recommandations de ce rapport ne reflètent pas nécessairement l'avis de l'ensemble des membres de Cités et Gouvernements Locaux Unis.

Cofinancé par :

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de CGLU et ne reflète pas nécessairement les positions de l'Union européenne.



**Cofinancé par
l'Union européenne**

Conception graphique et mise en page :

Matylda Zawadzka

Sommaire

Avant-propos	4
1. Poser le cadre : le soin et le processus de recherche GOLD VII	6
2. Une manière innovante de mener la recherche : la coproduction au cœur de la démarche	13
3. Les résultats de la recherche : principales conclusions	18
4. Orienter les politiques et les pratiques : recommandations et impact	25

Avant-propos

Les politiques de soin ne sont plus reléguées au second plan : elles occupent désormais une place centrale dans la manière dont nous façonnons nos sociétés et organisons la vie dans nos quartiers. Ce qui était autrefois considéré comme une préoccupation marginale est aujourd'hui de plus en plus reconnu comme un élément déterminant des politiques publiques et du bien-être collectif.

Dans le cadre du Sommet mondial et du Congrès de CGLU à Tanger, et après quatre années de travail collectif, le processus GOLD VII sur les économies de l'égalité et de soin a atteint sa maturité, à un moment charnière pour notre communauté mondiale de gouvernements locaux et régionaux.

GOLD VII incarne un processus d'apprentissage collectif ancré dans les territoires, qui se construit grâce à un dialogue permanent entre les villes, les régions, les réseaux, les mouvements et les partenaires du monde entier.

Les crises interdépendantes qui marquent notre époque sont particulièrement visibles dans nos villes et nos territoires. Ces crises trouvent leur origine dans des modèles de développement qui ont occulté les relations de dépendance et de soin, et qui ont considéré tant les êtres humains que la planète comme des ressources inépuisables. Dans ce contexte, les gouvernements locaux et régionaux ne sont pas seulement en première ligne pour agir : ils montrent la voie en imaginant et en testant des solutions alternatives fondées sur les priorités des communautés, renforçant ainsi l'autonomie des citoyen·nes tout en protégeant les biens communs.

GOLD VII nous a permis d'approfondir la notion de soin au-delà de ses connotations politiques et éthiques. Nous considérons le soin comme un élément clé de la transformation. Cette approche place l'interdépendance au cœur de l'action publique, s'attaque aux inégalités structurelles et exige une redéfinition des priorités collectives.

Au fond, l'idée est simple : tout le monde a besoin de soin. Prendre soin, c'est préserver la vie. Préserver la vie est une responsabilité commune et profondément politique.

Dans le cadre de ce processus, nous avons contribué à faire en sorte que le soin ne soit plus considéré comme une simple affaire privée ou domestique, mais comme un élément central des politiques publiques. Cette évolution témoigne de la volonté croissante des gouvernements locaux et régionaux de faire du soin un levier de transformation pour façonner les sociétés. C'est là que le programme commun du mouvement municipaliste peut faire la différence.

Si le débat public commence enfin à s'intéresser à l'importance du travail non rémunéré et au fardeau disproportionné qui pèse sur les femmes, il ne répond pas à l'ambition plus large que nous défendons : considérer le soin comme un programme systémique et transformateur qui redéfinit les économies, les institutions et les relations sociales.

Ce Journal Multimédia contribue à élargir la compréhension des infrastructures de soin et des nouveaux enjeux fondamentaux, au-delà de la conception traditionnelle du travail de soin. Il met en avant une approche plus globale qui prend en compte l'utilisation des espaces publics, les systèmes sociaux et institutionnels, ainsi que les nouvelles priorités telles que les politiques relatives au temps.

L'évolution des systèmes de soin nous oblige à nous pencher sur leur mode de financement : il s'agit de repenser la manière dont les ressources sont allouées et de redéfinir ce qui est considéré comme un investissement prioritaire. Cela préconise également la mise en place de cadres financiers qui soutiennent directement la prestation des services publics et reconnaissent le rôle central des gouvernements locaux et régionaux dans le maintien des systèmes de soin, tout en remettant en question les idées reçues sur ce qui est considéré comme viable ou éligible aux investissements.

GOLD VII est avant tout une initiative collective. Plus d'une centaine de représentant.es de gouvernements locaux et régionaux, d'associations, d'organisations internationales, de centres de recherche et d'acteur.rices locaux.les ont apporté leurs expériences, leurs réflexions et leurs propositions. Ce processus reconnaît les gouvernements locaux et régionaux non seulement comme des acteur.rices de mise en œuvre, mais aussi comme produisant des connaissances : en tant qu'acteur.rices capables de générer des données factuelles ancrées dans la réalité, d'innover par la pratique et de co-crée des alternatives qui devraient inspirer les politiques internationales de demain et façonner un multilatéralisme plus inclusif, fondé sur les besoins des communautés partout dans le monde.

Ce Journal Multimédia n'est pas une fin en soi. Il s'inscrit dans le cadre d'une initiative continue visant à redéfinir les politiques publiques mondiales et les processus multilatéraux par des solutions locales concrètes. Notre avenir commun dépendra de la place que nous accorderons, dans les politiques publiques, au soin porté aux personnes, à la planète et aux pouvoirs publics. Ces choix doivent s'accompagner de mesures concrètes et de résultats pour toutes et tous.



Emilia Saiz
secrétaire générale de CGLU



Poser le cadre : le soin et le processus de recherche GOLD VII

Les gouvernements locaux et régionaux de l'ensemble des régions du monde se sont depuis longtemps affirmés comme des acteurs essentiels pour favoriser des villes et territoires de soin, le progrès équitable et le développement durable.

Plus que jamais, la force du mouvement municipaliste mondial constitue un point d'ancrage de stabilité et de coopération face à l'incertitude croissante concernant la situation internationale, à la gravité des crises climatique et environnementale, ainsi qu'à l'aggravation des inégalités.

La crise du soin est indissociable de ces situations d'urgence complexes. Bien que le soin soit essentiel au maintien de la vie individuelle et collective — ainsi qu'à la protection de notre planète —, les insuffisances en matière de reconnaissance, de prestation et d'accessibilité ne cessent de se creuser. Le travail de soin a historiquement été invisibilisé, non rémunéré ou sous-rémunéré : les femmes et les filles assurent environ 75 % du travail de soin non rémunéré au quotidien¹, tandis que les travailleur.euses domestiques — souvent migrant.es — ne perçoivent qu'environ 56 % du salaire des autres salarié.es et demeurent largement exclues des protections sociales et droits du travail². Avec la croissance rapide des villes et des populations urbaines, des systèmes complexes d'inégalités limitent de plus en plus la capacité des personnes à accéder au logement, à l'emploi, au temps libre et à la vie

culturelle dans des conditions dignes et respectueuses de leur autonomie. Dans le même temps, des modèles de production et de consommation non durables accentuent les pressions exercées à la fois sur les systèmes de soin et sur la planète, reliant directement la reproduction de la vie à la durabilité environnementale et sociale.

Face à ces défis, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), en tant que plus grand réseau mondial de villes et de gouvernements locaux et régionaux, avec ses membres et partenaires, ont renouvelé leurs efforts en matière de soin, de bonne gouvernance, de démocratie locale et de prestation de services publics de qualité. S'appuyant sur cet engagement, **le processus de recherche GOLD VII sur les économies de l'égalité et de soin, et en particulier sa plateforme en ligne intitulée « Journal Multimédia », ont été lancés. L'objectif était de mieux comprendre comment le soin est conceptualisé et intégré comme prisme d'analyse pour la gouvernance locale, et comment il se concrétise dans les actions locales à travers le monde.** Ce rapport présente l'aboutissement de trois ans de réflexion collective, de recherche et de co-création, synthétise les connaissances, les pratiques et les recommandations co-produites par les gouvernements locaux et régionaux et leurs partenaires, et trace une feuille de route pour des villes et des territoires plus axés sur le soin, plus équitables et plus durables.

¹ Organisation internationale du travail, *Le travail décent et l'économie du soin*, 4 avril 2024, <https://www.ilo.org/fr/resource/conference-paper/le-travail-d%C3%A9cent-et-l%E2%80%99C3%A9conomie-du-soin>.

² Organisation internationale du travail, *Faire du travail décent une réalité pour les travailleurs domestiques: Progrès et perspectives dix ans après l'adoption de la convention, (no 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques*, 2011, 15 juin 2021, <https://www.ilo.org/fr/publications/major-publications/faire-du-travail-decent-une-realite-pour-les-travailleurs-domestiques>.

1.1 Pourquoi maintenant ? L'urgence de prioriser le soin

L'économie de soin, essentielle à la reproduction de la vie sous toutes ses formes, constitue le liant collectif et social qui permet aux sociétés de vivre dans la dignité et le bien-être pour toutes et tous. Un nombre croissant de gouvernements locaux et régionaux placent donc le soin au cœur de la gouvernance publique et de la démocratie locale, et reconnaissent qu'il s'agit d'une préoccupation fondamentalement publique qui ne peut être reléguée à la seule sphère privée. Le soin se concrétise à travers des services publics et des infrastructures tangibles, qui relèvent des responsabilités essentielles des gouvernements locaux et régionaux. Reconnaître la nécessité individuelle, sociale et collective du soin renforce l'argument en faveur de sa reconnaissance en tant que droit humain universel : le droit de prendre soin et de bénéficier de soins.

Le soin est prodigué via des emplois et des espaces à la fois formels et informels, mais il incarne également une valeur plus large de solidarité et de responsabilité collective, intrinsèque à la pérennité des sociétés humaines et de la vie des territoires. Les gouvernements locaux et régionaux sont le niveau de gouvernement le plus proche des populations et ont un impact direct sur leur vie quotidienne. Ils doivent donc adopter une posture solide de gouvernance du soin.

Malgré son caractère central, l'économie de soin demeure systématiquement

sous-évaluée et insuffisamment financée.

Selon les estimations des Nations Unies, les femmes réalisent 67 % du travail de soin rémunéré et jusqu'à 76 % du travail de soin non rémunéré à l'échelle mondiale³. S'il était valorisé en termes monétaires, le travail de soin non rémunéré représenterait environ 9 % du PIB mondial — soit l'équivalent d'environ 11 000 milliards de dollars américains —⁴, ce qui souligne l'ampleur de la valeur économique qui demeure invisible dans les cadres comptables conventionnels. À titre de référence, 11 000 milliards de dollars américains correspondent également à la valeur de l'industrie du voyage et du tourisme en 2024⁵. À l'échelle mondiale, 748 millions de personnes — dont 708 millions de femmes — sont exclues de la population active en raison de responsabilités liées au soin, ce qui représente un tiers de l'ensemble des personnes en âge de travailler ne participant pas à un emploi rémunéré⁶. Ces dynamiques sont façonnées par des rôles de genre profondément ancrés, un accès inégal à des services publics de qualité et une insuffisance des infrastructures sociales, limitant l'autonomie des personnes, leurs opportunités économiques ainsi que leur capacité à participer pleinement à la vie culturelle et communautaire.

Le secteur de l'économie de soin a ainsi constitué une pierre angulaire du processus de recherche GOLD VII. Dans ce cadre, **le soin a souvent été structuré autour des 5R, Reconnaître, Redistribuer, Réduire, Rémunérer et Représenter**⁷, qui offrent des réponses concrètes et orientées vers les politiques publiques à l'invisibilisation systémique du travail de soin et à ses impacts profonds sur la vie des personnes qui le dispensent. Pour faire progresser les droits des femmes et des filles, et garantir le droit

³ Organisation mondiale de la santé, ed., *Fair Share for Health and Care: Gender and the Undervaluation of Health and Care Work*, 12 mars 2024, <https://www.who.int/publications/i/item/9789240082854>.

⁴ Organisation internationale du travail, *Prendre soin d'autrui: Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*, 28 juin 2018, <https://www.ilo.org/fr/publications/major-publications/prendre-soin-dautrui-un-travail-et-des-emplois-pour-lavenir-du-travail>.

⁵ Reuters, *Travel industry to contribute record \$11 trillion to global GDP in 2024*, 3 septembre 2024, <https://www.reuters.com/business/travel-industry-contribute-record-11-trillion-global-gdp-2024-2024-09-03/>.

⁶ Organisation internationale du travail, *The Impact of Care Responsibilities on Women's Labour Force Participation*, 29 octobre 2024, <https://www.ilo.org/publications/impact-care-responsibilities-women%25s-labour-force-participation>.

⁷ Organisation internationale du travail, *Prendre soin d'autrui: Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent* ; ONU Femmes, *A Toolkit on Paid and Unpaid Care Work: From 3Rs to 5Rs*, juin 2022, <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2022/07/a-toolkit-on-paid-and-unpaid-care-work>.

de prendre soin, de bénéficier de soins et de prendre soin de soi dans des conditions dignes et équitables, il est essentiel de reconnaître les charges invisibles supportées par les personnes dispensant les soins, qu'ils soient formels ou informels, de les réduire grâce à des services publics adéquats, et de redistribuer les responsabilités entre les ménages, les communautés, les institutions publiques et les marchés. De même, la valorisation du travail de soin via une régulation équitable, un salaire décent et une protection sociale adéquate, ainsi que le renforcement de la représentation politique et de la reconnaissance sociale des travailleuses du soin, ouvrent la voie à des modèles renouvelés de gouvernance locale fondés sur l'égalité et le féminisme, ancrés dans la fourniture de services publics de qualité.

Les données disponibles suggèrent que de tels investissements peuvent également générer des retombées socioéconomiques larges : des simulations de modèles montrent qu'une augmentation annuelle des dépenses publiques de 1 % du PIB dans l'économie de soin sur cinq ans peut entraîner une hausse de plus de 11 %, ainsi qu'une augmentation de 6,3 % du niveau total de l'emploi⁸, renforçant ainsi le rôle du soin en tant que facteur de transformation à la fois social et économique.

Sur cette base, le processus de recherche GOLD VII s'inscrit dans un corpus plus large de travaux critiques, notamment en s'appuyant sur les travaux de penseuses telles que Joan Tronto, Eleonor Faur, Valeria Esquivel, Berenice Fisher, Nancy Fraser, María Puig de la Bellacasa, Daniela Rea Gómez et Parvati Raghuram⁹. Leurs publications ont mis en évidence la manière dont les sociétés ont longtemps tenu pour acquis les capacités, les tâches, le temps, ainsi que

les individus et les groupes qui soutiennent la reproduction sociale, à l'instar des ressources naturelles, en les traitant à tort comme s'ils étaient auto-renouvelables. Ainsi, le rapport GOLD VII reconnaît la nature intersectionnelle du soin, en mettant en évidence les multiples dimensions interconnectées qui caractérisent ce concept. Cette prise de conscience appelle à un dialogue entre les champs d'étude et d'action publique traditionnellement associés au soin (tels que le handicap, le genre, l'âge, l'éducation, etc.) et ceux qui comportent des dimensions intrinsèques de soin, (migrations, accessibilité, sciences sociales, urbanisme, politiques économiques, etc.). De même, reconnaissant que les peuples autochtones à travers le monde ont pratiqué depuis des millénaires des formes exemplaires de soin et d'intendance, et que leurs connaissances ont été traduites dans des philosophies telles que l'ubuntu, le rapport GOLD VII fait des notions d'harmonie et de coexistence avec les autres et avec la nature un pilier fondamental de sa démarche de production de connaissances.

Cette compréhension élargie situe le soin non seulement dans les ménages et les services, mais aussi comme une dimension fondamentale de la conception de l'organisation spatiale, temporelle, socio-économique et environnementale des territoires. Dans de nombreuses villes des pays du Sud, par exemple, les travailleuses à faible revenu, dont une grande partie est composée de femmes, consacrent souvent plus de trois heures par jour à leurs déplacements et au moins 15 % de leurs revenus à leurs trajets quotidiens¹⁰. Cela accroît fortement les charges temporelles associées aux responsabilités de soin et limite l'accès à l'emploi, à l'éducation et à la vie civique — soulignant ainsi l'importance cruciale de ser-

⁸ Confédération syndicale internationale, *Dépenses publiques dans les infrastructures, l'économie des soins et l'économie verte : Effets sur l'emploi - Le cas des économies émergentes*, 6 février 2023, <https://www.ituc-csi.org/The-employment-effects-of-public-spending-FR>.

⁹ Voir, par exemple : Joan C. Tronto, *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, La Découverte, 2009 ; Joan C. Tronto et Berenice Fisher, « Toward a Feminist Theory of Caring », dans *Circles of Care*, dir. Emily K. Abel et Margaret K. Nelson, SUNY Press, 1990, 36–54 ; Valeria Esquivel, Eleonor Faur et Elizabeth Jelin, dir., *Las lógicas del cuidado infantil: entre familias, el Estado y el mercado*, IDES/UNFPA/UNICEF, 2012 ; Nancy Fraser, *Le capitalisme est un cannibalisme. Comment notre système dévore la démocratie, les liens sociaux et la planète*

— et ce qu'on peut faire pour y remédier, Agone, 2025 ; María Puig de la Bellacasa, *Matters of Care: Speculative Ethics in More Than Human Worlds*, PostHumanities, 2017 ; Daniela Rea Gómez, Fruto, Antilope, 2022 ; Parvati Raghuram, « Locating Care Ethics Beyond the Global North », *ACME: An International Journal for Critical Geographies* 15, n° 3, 2016.

¹⁰ Le Groupe de la Banque mondiale, *Promoting Livable Cities by Investing in Urban Mobility*, Banque mondiale, 14 mars 2024, <https://www.worldbank.org/en/results/2024/03/13/promoting-livable-cities-by-investing-in-urban-mobility>.

vices publics accessibles, abordables et bien intégrés, en particulier les systèmes de transport — en tant qu’infrastructures essentielles du soin, pour atténuer le manque de temps et d’élargir l’accès aux opportunités. Parallèlement, la satisfaction liée à un accès fiable aux services publics essentiels est fortement associée à des niveaux plus élevés de confiance dans les institutions publiques, y compris les gouvernements locaux et régionaux et la fonction publique¹¹. Cela met en évidence le rôle central des infrastructures de soin dans la légitimité démocratique et la cohésion sociale.

Dans cette perspective, le soin devient un puissant point d’entrée pour révéler, interroger et transformer des systèmes socioéconomiques profondément ancrés, marqués par l’exploitation, les inégalités et des rapports de pouvoir déséquilibrés. Ces dynamiques sont particulièrement visibles à l’échelle locale, où l’organisation, l’accessibilité et la qualité des services publics façonnent les expériences quotidiennes de soin, d’inclusion et d’exclusion. En effet, avec 1 milliard de personnes vivant en 2025 dans des zones exposées à de graves inondations fluviales — dont la moitié en milieu urbain¹² —, moins de 10 % du financement climatique est actuellement dirigé vers les zones urbaines¹³, ce qui limite la capacité des gouvernements locaux et régionaux à aligner l’action climatique avec des approches centrées sur le soin. De même, seulement environ 45 % de la population urbaine mondiale bénéficie d’un accès aisé aux espaces publics ouverts¹⁴, malgré de solides données établissant un lien entre la proximité de la nature et le bien-être physique et mental, l’interaction sociale et le soin collectif. Les coûts fiscaux et économiques globaux liés au non-respect des limites planétaires dépassent largement

ceux associés à la mise en œuvre de mesures de prévention et d’atténuation proactives¹⁵. Ces lacunes liées au soin sont encore exacerbées par le fait que plus d’un milliard de citoyen.nes vivent dans des établissements informels ou des quartiers mal desservis¹⁶, où l’accès à des services de base tels que l’eau, l’assainissement, les soins de santé et les services de petite enfance reste précaire, voire inexistant.

Si le soin est compris comme un moteur de la vie personnelle, économique, sociale et collective, il ne peut être appréhendé exclusivement comme un secteur économique ni uniquement à travers le prisme de l’égalité de genre, aussi centrales que soient ces dimensions. En conséquence, il imprègne les modalités selon lesquelles les territoires sont planifiés, les services sont fournis, le temps et l’espace sont organisés, ainsi que la manière dont les relations entre les personnes, les institutions et l’environnement sont gouvernées. Le renforcement des services publics liés au soin met en lumière les conditions matérielles, les relations de travail et les dispositifs institutionnels qui soutiennent la vie, tandis que des approches plus larges centrées sur le soin permettent à l’action publique locale de s’attaquer aux inégalités structurelles, de réorienter les priorités politiques et de transformer les systèmes sociaux, économiques et environnementaux dans lesquels le soin s’inscrit. Prises ensemble, ces dimensions contribuent à des formes de gouvernance locale plus cohérentes, transformatrices et durables.

Dans ce contexte, l’objectif central du processus de recherche GOLD VII a été d’explorer la manière dont le soin est compris et mobilisé dans des contextes locaux et régionaux divers, la façon dont

¹¹ OCDE, *OECD Survey on Drivers of Trust in Public Institutions in Latin America and the Caribbean 2025 Results*, 10 novembre 2025, https://www.oecd.org/en/publications/oecd-survey-on-drivers-of-trust-in-public-institutions-in-latin-america-and-the-caribbean-2025-results_ea3385cf-en.html.

¹² Division de statistique de l’Organisation des Nations Unies, *The Sustainable Development Goals Report 2025*, 2025, <https://unstats.un.org/sdgs/report/2025/>.

¹³ Marek Soanes, Neha Rai, Paul Steele, Clare Shakya et James MacGregor, *Delivering real change. Getting international climate finance to the local level*, International Institute for Environment and Development Working Paper, 2017, <https://www.iied.org/10178iied>.

¹⁴ ONU-Habitat, *Progress towards SDG 11*, 2023, https://unhabitat.org/sites/default/files/2023/11/sdg11_booklet_2023.pdf.

¹⁵ Edward B. Barbier, « An Economic Perspective on Planetary Boundaries », *Annual Review of Resource Economics* 17, n° 1 (22 avril 2025): 189–207, <https://doi.org/10.1146/annurev-resource-013024-033016>.

¹⁶ Division de statistique de l’Organisation des Nations Unies, *The Sustainable Development Goals Report 2023: Special Edition*, 10 juillet 2023, <https://unstats.un.org/sdgs/report/2023/>.

il est traduit en services publics, politiques et pratiques concrètes, ainsi que les transformations nécessaires pour permettre aux villes et aux régions de favoriser des territoires plus axés sur le soin, plus équitables et plus résilients.

Pourquoi nous ? Le mouvement municipaliste vers GOLD VII

La place croissante du soin au sein du mouvement municipaliste porté par CGLU reflète une évolution politique progressive, impulsée par les gouvernements locaux et régionaux eux-mêmes, dont beaucoup ont accordé une priorité accrue au soin dans leurs territoires. Les gouvernements locaux et régionaux, tant individuellement que collectivement, ont également trouvé des moyens innovants de surmonter la polarisation politique, les conflits et la défiance, et ont ouvert de nouvelles voies vers la construction d'un avenir meilleur et plus axé sur le soin, pour toutes et tous et pour la planète.

Cette évolution a été collectivement affirmée à travers la Déclaration politique de CGLU, le Pacte pour l'avenir, adoptée lors du Congrès mondial de CGLU de 2022 à Daejeon, qui a placé le principe « Prendre soin des personnes, de la planète et de la gouvernance » au cœur de l'agenda politique de l'organisation. Le Pacte s'est appuyé sur les données et analyses issues du processus de recherche GOLD VI sur les trajectoires vers l'égalité urbaine et territoriale, dans lequel le soin est apparu comme une trajectoire clé pour répondre aux inégalités structurelles et aux tendances de développement non durables¹⁷. C'est de cet engagement partagé qu'est né le Pacte social local en 2025, qui articule une vision politique renouvelée visant à orienter l'action locale et régionale dans les années à venir.

Dans ce contexte, CGLU a lancé en 2023 le processus de recherche GOLD VII sur les économies de l'égalité et de soin. **Le rapport GOLD VII a été conçu pour approfondir la compréhension des systèmes de soin territorialisés, documenter les pratiques transformatrices émergentes dans les villes et les régions du monde, et produire des connaissances opérationnelles et pertinentes pour l'action publique.**

Tout au long de ce parcours de trois ans, GOLD VII est devenu une pierre angulaire du parcours du mouvement municipaliste autour du soin, en fournissant une base de données probantes, une analyse collective et des récits partagés pour soutenir et renforcer l'élaboration du Pacte social local, contribuant ainsi à ancrer son ambition politique dans des expériences concrètes, des données et des connaissances produites par les gouvernements locaux et régionaux et leurs partenaires.

GOLD VII vise à créer des synergies entre ces deux approches du soin : le soin en tant que secteur économique et le soin en tant que prisme plus large de transformation sociale et environnementale, en les articulant dans une dynamique de renforcement mutuel. En présentant le soin à la fois comme une pratique concrète et comme un principe directeur de la gouvernance, la recherche contribue à réorienter l'action publique locale vers la durabilité de la vie, en s'attaquant aux inégalités structurelles tout en transformant les priorités institutionnelles, les cadres politiques et les trajectoires de développement territorial. En outre, en travaillant dans, avec et pour des villes et des régions engagées dans la construction d'un monde plus équitable et plus durable, GOLD VII fait de l'engagement politique le point de départ d'une recherche rigoureuse qui éclaire les politiques publiques, renforce la cohésion sociale et impulse une action locale transformatrice.

¹⁷ Cités et Gouvernements Locaux Unis, *Trajectoires vers l'égalité urbaine et territoriale: Stratégies locales de transformation pour lutter contre les inégalités*, 2022, https://gold.uclg.org/sites/default/files/field-document/uclg_gold_vi_fr_livre.pdf.



Lisez notre Journal
Multimédia GOLD VII !
Utilisez le code QR
en-dessus ou cliquez [ici](#).

Reconnaissant la co-production des connaissances comme un principe fondamental de CGLU, le processus de recherche GOLD VII a poursuivi et élargi l'ancrage participatif de GOLD VI. Cette évolution reflète le véritable esprit démocratique, mondial et partant de la base du mouvement municipaliste, tout en permettant l'intégration de perspectives diverses, de multiples points d'entrée et d'analyses plus riches dans la recherche. En outre, conformément à l'esprit de CGLU, la recherche vise à être pleinement orientée vers l'action afin d'influencer la prise de décision politique, de favoriser des actions transformatrices sur le terrain et, in fine, d'améliorer le bien-être de toutes et tous et de préserver la planète.

Le processus de recherche GOLD VII n'est pas une démarche isolée. Il complète les travaux du Conseil des droits humains des Nations Unies, qui a formellement reconnu le droit au soin en 2023 et a exhorté les États à adopter des mesures visant à reconnaître, redistribuer et investir dans le travail de soin et les systèmes de soin¹⁸ ; du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits humains, dont le rapport de 2025 analyse les normes, les pratiques favorables et formule des recommandations pour promouvoir et protéger les droits humains des personnes qui dispensent et reçoivent des soins¹⁹ ; ainsi que de la Cour interaméricaine des droits humains, qui a reconnu un droit au soin²⁰. Il s'appuie sur un ensemble d'initiatives complémentaires portées par d'autres organisations et réseaux, et entretient un dialogue avec celles-ci, notamment les efforts menés au niveau mondial par ONU Femmes et l'Alliance mondiale pour les soins, pour reconnaître et promouvoir les économies de soin, entre autres. Si ces initiatives apportent des données et des perspectives précieuses sur le soin, l'égalité et les infrastructures sociales, GOLD VII positionne de manière spécifique les membres et partenaires de CGLU comme des acteurs clés de

la mise en convergence et de la traduction de ces connaissances. En reliant ces processus aux réalités locales, **le rapport GOLD VII place les expériences municipales au cœur des débats mondiaux, montrant que les villes et les régions ne sont pas seulement des bénéficiaires des cadres internationaux, mais également des contributrices actives à la définition des discours, des stratégies et des recommandations qui alimentent les agendas politiques plus larges.**

1.3 Structure et objectif de notre rapport

Ce rapport marque l'aboutissement de trois ans de réflexion collective, d'analyse et de co-création menées dans le cadre du processus de recherche GOLD VII.

Plus qu'une simple compilation de résultats, il rassemble l'objectif, le parcours et les enseignements d'une démarche collective qui a cherché à comprendre comment des économies fondées sur l'égalité et le soin sont déjà en construction, et peuvent être davantage renforcées, par les gouvernements locaux et régionaux et les communautés à travers le monde. Il rend compte de la consolidation du soin en tant que priorité politique au sein du mouvement municipaliste, tout en systématisant les nouvelles connaissances, pratiques et enseignements pour les politiques publiques, co-produits à travers un processus de recherche profondément participatif.

Pour ce faire, le rapport est structuré en quatre sections. La première section présente l'émergence du concept de soin au sein du mouvement municipaliste, et expose les fondements et objectifs de GOLD VII. La deuxième section se concentre sur la méthode de recherche elle-même, afin de revenir sur la méthodologie innovante de co-production qui a permis à un large

¹⁸ Conseil des droits de l'homme (ONU), *Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 11 octobre 2023. L'importance des soins et de l'assistance du point de vue des droits de l'homme*, 2023, https://digitallibrary.un.org/record/4025103/files/A_HRC_RES_54_6-FR.pdf.

¹⁹ Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, *Soins et assistance du point de vue des droits de l'homme*, janvier 2025, <https://docs.un.org/fr/A/HRC/58/43>.

²⁰ Cour interaméricaine des droits de l'homme, *El Contenido y el Alcance del Derecho al Cuidado y su Interrelación con Otros Derechos*, OC-31/25, 12 juin 2025, <https://jurisprudencia.corteidh.or.cr/es/vid/1088056961>.

ensemble d'organisations et d'expert.es divers.es d'être reconnus comme producteurs de connaissances. La troisième section synthétise les principaux résultats issus des trois étapes thématiques du processus de recherche, en mettant en évidence la manière dont les différentes dimensions du soin ont été explorées de façon progressive et interconnectée. Enfin, la quatrième section propose un ensemble de conclusions concrètes et de recommandations orientées vers l'action publique afin de faire progresser l'agenda du soin du mouvement municipaliste dans les années à venir, en visant à transformer la recherche en action et à soutenir les villes et les régions dans la construction de communautés plus axées sur le soin, plus équitables et plus durables à travers le monde.

Ce rapport vise à inspirer et à soutenir les gouvernements locaux et régionaux en tant qu'acteurs principaux du changement, tout en mobilisant leurs partenaires locaux et en contribuant aux dialogues internationaux plus larges impliquant les gouvernements nationaux, le système des Nations Unies et l'ensemble de la communauté multilatérale, afin de faire progresser un développement centré sur le soin, équitable et durable. Surtout, il cherche à transmettre un message d'espoir, en montrant que, grâce à l'action collective et à une gouvernance fondée sur le soin, un avenir plus juste et plus durable pour toutes et tous est à portée de main.



Une manière innovante de mener la recherche : la coproduction au cœur de la démarche

Le processus de recherche GOLD VII a été conçu non seulement comme un exercice de recherche, mais également comme un processus collectif de coproduction de connaissances axé sur le soin. Il se composait de trois étapes interdépendantes et progressives :

Étape 1

« Le soin comme aspiration et inspiration »

(mai 2024 – mars 2025)

Étape 2

« Les infrastructures indispensables pour des villes et des régions axées sur le soin »

(avril – octobre 2025)

Étape 3

« Ressources et réformes en matière de soin »

(novembre 2025 – mai 2026)

À chaque étape de la recherche, le processus GOLD VII s'est appuyé sur une participation

large, inclusive et approfondie d'un large éventail d'acteur.rices. Grâce à cette méthodologie innovante, les gouvernements locaux et régionaux, les réseaux de la société civile, les coopératives, les universités, les groupes de réflexion et les agences des Nations Unies ont collaboré, en tant que principaux créateurs de connaissances, sur le thème du soin, en dialoguant sur un pied d'égalité, en utilisant un langage accessible et en dépassant les logiques purement académiques de la production de connaissances. **Au total, le projet GOLD VII a été mené conjointement par environ 50 institutions.** Ensemble, elles ont rédigé une centaine de contributions qui constituent la base factuelle de ce processus. Par ailleurs, le Secrétariat mondial de CGLU a joué un rôle de coordination et de rédaction, en valorisant les contributions des partenaires tout en veillant à l'intégrité et à la cohésion globales du processus de recherche. Reflétant l'engagement de CGLU en faveur de la démocratisation et de la décolonisation de la production de connaissances, cette conception participative prône des formes de gouvernance collaboratives, horizontales et inclusives, non seulement en tant que principes de recherche, mais aussi en tant que pratiques viables et souhaitables au niveau local.

Cet effort collectif est illustré dans l'infographie ci-dessous, qui présente la diversité des institutions ayant participé au processus de recherche GOLD VII, reflétant ainsi la pluralité des voix, des zones géographiques et des formes de savoir qui sous-tendent ses conclusions.

Figure 1. Infographie des institutions contribuant au processus de recherche GOLD VII



Pour permettre cette approche participative, la plateforme en ligne Journal Multimédia GOLD VII a été créée. Le Journal Multimédia propose une nouvelle approche pour appréhender la recherche et présenter ses résultats. Grâce à cette plateforme en ligne, le processus de recherche est accessible à toutes et à tous. Au lieu d'un rapport publié uniquement à l'issue d'un processus s'étalant sur plusieurs années, le Journal Multimédia permet la publication progressive des résultats intermédiaires de chacune des trois étapes. De cette manière, tout en soulignant le caractère progressif du processus, les lecteur.rices et les acteur.rices concerné.es peuvent prendre connaissance des différents résultats et les exploiter au fur et à mesure de leur publication.

L'une des autres forces du Journal Multimédia GOLD VII réside dans sa capacité à intégrer différents types et formats de contributions. Cette approche poursuit trois objectifs principaux. Premièrement, elle vise à permettre à chaque partenaire de contribuer de la manière la plus adaptée à ses objectifs et à ses capacités, en favorisant un processus respectueux de toutes les collaborateur.rices et qui prend soin d'elles et d'eux. Deuxièmement, il s'agit de montrer que les connaissances peuvent s'exprimer sous des formes multiples — à travers de courts textes, des rapports plus approfondis, des vidéos ou des entretiens filmés — mettant ainsi en valeur la richesse et la diversité des perspectives et des expériences. Troisièmement, cette approche vise à enrichir l'expérience des utilisateurs en permettant une navigation fluide entre les contenus et un accès rapide aux sous-thèmes présentant un intérêt particulier.

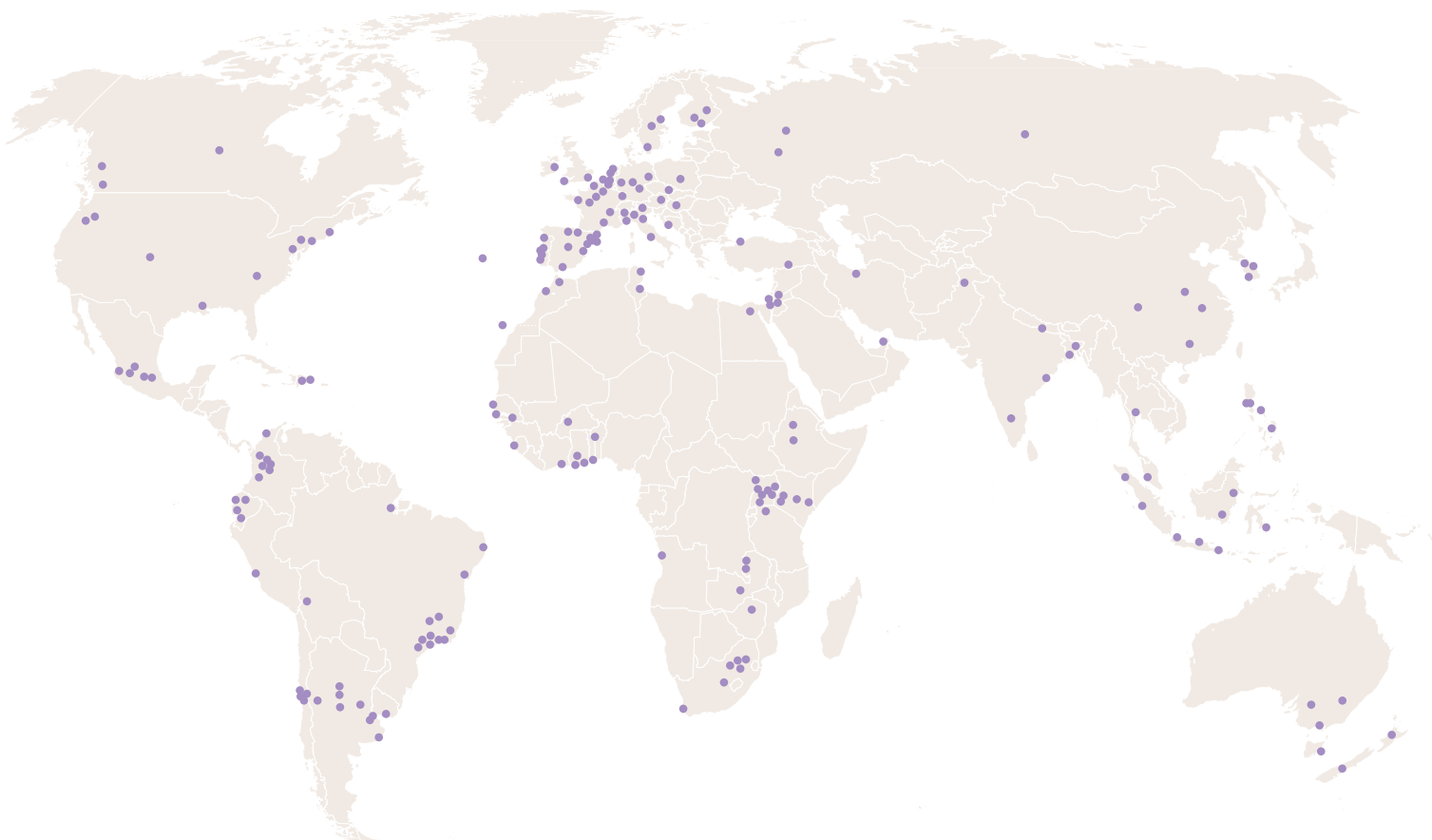
Outre les contributions publiées dans le Journal Multimédia, une série d'ateliers en ligne a été organisée à l'intention des contributeur.rices de GOLD VII. **Ces moments de coproduction ont permis aux participant.es de partager leurs approches et leurs initiatives en matière de soin, favorisant ainsi des synergies fructueuses et contri-**

buant directement à la co-crédation de résultats de recherche et de recommandations communs. Au-delà des résultats immédiats, ces réflexions collectives ont permis de faire émerger une prise de conscience commune : celle du rôle central joué par les gouvernements locaux et régionaux dans la co-construction de villes et de régions axées sur le soin, et celle de la grande diversité des moyens par lesquels le soin peut être intégré dans l'action publique locale. Les participant.es ont souligné de manière constante que le soin ne se limite pas à des politiques ou secteurs spécifiques, mais qu'il peut constituer une perspective transversale qui peut orienter l'ensemble de la gouvernance locale. Dans le même temps, ces échanges ont montré que nombre des connaissances, outils et solutions nécessaires existent déjà dans les territoires, et que l'enjeu réside souvent dans la capacité à les relier, les valoriser et les déployer à plus grande échelle.

Ce processus s'est avéré bénéfique tant pour CGLU que pour ses partenaires contributeur.rices. À cet égard, selon une enquête menée auprès des partenaires en avril 2026, la majorité des participants ont indiqué que le processus avait été bénéfique, voire très bénéfique, pour eux et leurs organisations. Celui-ci a notamment permis d'approfondir des priorités essentielles liées au soin, de relier des idées clés à des exemples concrets, et de renforcer leur engagement auprès des priorités et des acteur.rices locaux et régionaux.

La participation d'un large éventail d'acteur.rices — universités, organisations de la société civile, gouvernements locaux et régionaux, agences des Nations Unies, groupes de réflexion, entre autres — ainsi que la création d'un Journal Multimédia dynamique, en lieu et place d'un unique rapport de grande ampleur, figurent parmi les éléments les plus appréciés du processus. Ces résultats témoignent de l'efficacité de l'approche participative qui a guidé cette recherche. Par ailleurs, les contributeur.rices

Figure 2. Carte des gouvernements locaux et régionaux présentés dans le processus de recherche GOLD VII



ont souligné que la possibilité d'échanger des expériences et des points de vue avec un groupe de pairs aussi diversifié constituait une valeur ajoutée essentielle. Elles estiment que cet aspect pourrait être davantage renforcé dans les futurs travaux de recherche menés par CGLU, notamment à travers des rencontres en présentiel et des espaces de discussion collective.

Dans leur ensemble, ces innovations méthodologiques ont permis au processus de recherche GOLD VII de développer une compréhension riche du soin, ancrée à la fois dans des expériences concrètes et vécues, et éclairée par des cadres théoriques solides.

Les gouvernements locaux et régionaux constituant le principal public de ce rapport, et afin de proposer aux lecteur.rices un

maximum d'idées concrètes et de pistes d'action, **le processus de recherche GOLD VII s'est volontairement appuyé sur des exemples concrets de pratiques transformatrices.** Il rassemble des expériences issues d'un large éventail de gouvernements locaux et régionaux, ainsi que des initiatives portées par la société civile, des coopératives, des communautés et d'autres acteur.rices locaux, toutes et tous engagé.es dans la mise en œuvre concrète du soin à travers l'action publique sur leurs territoires.

Ces expériences sont représentées sur la carte ci-dessus, qui recense les 200 villes et régions mentionnées dans les contributions. Elle illustre la diversité géographique et la richesse des contextes dans lesquels s'inscrivent les actions locales centrées sur le soin à travers le monde.

Il est important de souligner que cette recherche n'est pas menée pour elle-même, mais qu'elle vise à fournir une base de connaissances solide destinée à éclairer et orienter les actions futures. Grâce à sa conception progressive, GOLD VII a déjà permis, tout au long de sa mise en œuvre, de rapprocher la recherche et l'action de terrain. Ses conclusions ont alimenté les débats politiques internes entre les membres de CGLU, notamment dans le cadre des Conseils politiques, et ont été partagées et discutées avec les partenaires à travers les Town Halls ainsi que d'autres espaces collectifs. Cette influence s'est exercée en insufflant à ces espaces les valeurs et principes qui sous-tendent GOLD VII, en leur apportant directement des données et des analyses issues des contributions, et en associant activement les partenaires de GOLD VII à ces dynamiques parallèles de plaidoyer, d'élaboration politique et d'apprentissage. Parallèlement, la recherche a contribué à ancrer les actions de plaidoyer de CGLU dans des réalités locales concrètes et commence à être traduite en outils d'apprentissage favorisant le renforcement des capacités et les échanges entre pairs. À l'avenir, ce travail continuera d'évoluer et servira de référence évolutive pour accompagner les gouvernements locaux et régionaux ainsi que leurs partenaires dans le développement d'approches de gouvernance locale centrées sur le soin.

Les résultats de la recherche : principales conclusions



La section 1 a analysé l'émergence de l'agenda du soin en réponse à la crise actuelle du soin, ainsi qu'aux pressions climatiques, écologiques et socio-économiques qui y sont liées. Elle a également mis en évidence l'engagement de CGLU sur cette thématique. De la même manière, elle a mis en évidence le manque de connaissances que GOLD VII cherche à combler : comprendre ce que recouvre le concept multidimensionnel de soin dans les contextes locaux, comment le promouvoir dans les villes et les régions, et quelles conditions et ressources les gouvernements locaux et régionaux doivent réunir pour permettre ces transformations vers plus de soin.

L'accent mis sur le niveau local est essentiel, les gouvernements locaux et régionaux étant les autorités les plus proches des populations et assurant, de fait, une responsabilité directe dans la gouvernance du soin dans toutes ses dimensions. En réalité, les gouvernements locaux et régionaux sont déjà en première ligne dans la promotion de l'agenda du soin, à travers leurs compétences et leurs actions dans plusieurs domaines :

- la santé et l'éducation ;
- la fourniture des services publics ;
- les programmes sociaux ciblés ;
- les dispositifs de soutien économique ;
- l'aménagement des espaces qui permettent de donner et de recevoir du soin ;
- la réorganisation des processus de décision, des relations et des programmes afin d'y intégrer le soin ;
- ainsi que d'autres actions connexes.

Chaque étape du processus de recherche GOLD VII s'est concentrée sur un aspect spécifique du rôle que jouent les soins dans les communautés et les territoires du monde entier. Dans les pages qui suivent, les résultats de cette recherche seront présentés à partir de trois questions fondamentales, chacune ouvrant sur la suivante et structurant l'ensemble du raisonnement, qui sont résumées dans une infographie :

Le soin ?

Que signifie le « soin » à l'échelle locale ?

Comment ?

Comment faire progresser concrètement cette approche du soin ?

Dans quelles conditions ?

Dans quelles conditions les collectivités territoriales peuvent-elles concrétiser leur vision du soin ?

Découvrez tous les résultats de l'étape 1 ! Scannez les codes QR ou cliquez sur les liens ci-dessous.

Étape 1



[Document de synthèse de l'étape 1](#)



[Toutes les contributions de l'étape 1](#)

Le soin comme aspiration et inspiration

La première étape, « Le soin comme aspiration et inspiration », analyse les approches existantes. En tant que concept multidimensionnel, le soin est appréhendé de manière différente selon les contextes sociaux et culturels, et se traduit par diverses modalités d'actions, de politiques et de stratégies. Analyser la manière dont les villes, les régions, les organisations partenaires et la société civile comprennent et mobilisent le soin au quotidien est essentiel pour identifier des synergies, des valeurs et des principes communs, s'inspirer des approches réussies, les diffuser à grande échelle, et, in fine, construire un agenda commun du soin. S'inspirer de courants tels que le féminisme, l'activisme climatique et l'économie sociale et solidaire permet d'enrichir une vision globale et cohérente du soin. Le soin apparaît ainsi comme une aspiration (un objectif vers lequel tendre) et une source d'inspiration pour agir autrement, de manière plus centrée sur le soin.

Qu'est-ce que le soin pour le mouvement municipaliste ?

Le soin ne se limite pas à un agenda sectoriel : c'est un prisme qui place au cœur de l'action publique le devoir de réparation des pouvoirs publics envers les groupes et les personnes confrontés aux inégalités et aux exclusions.

Les villes et les territoires centrés sur le soin reconnaissent et valorisent les dimensions sociales et environnementales indispensables à la reproduction de la vie.

Ils rendent possibles des processus transformateurs et réparateurs, et dépassent les logiques strictement marchandes pour privilégier le bien-être collectif et une prospérité partagée.

Donner la priorité à cette nouvelle vision du soin contribue à la réalisation de :



En pratique, les gouvernements locaux et régionaux montrent déjà ce que le « soin » représente pour eux :

En allant à la rencontre des personnes historiquement victimes de discriminations	En rapprochant la prise de décision de celles et ceux qui en ont été systématiquement exclu.es	En redéfinissant la relation entre les personnes et la nature
En intervenant dans les territoires insuffisamment couverts par les services publics	En élargissant la base de connaissances sur laquelle s'appuient les décisions, en reconnaissant la diversité des perspectives	En renforçant la capacité d'adaptation aux crises grâce à une réduction des inégalités face aux risques
En adaptant les systèmes à la diversité des besoins des populations	En favorisant la confiance mutuelle et la solidarité	En atténuant les effets des crises afin de préserver la santé de la planète pour les générations futures

Le soin est présent dans tous les domaines de la gouvernance. Par exemple :

Couverture sanitaire universelle	Cohésion sociale et paix	Services publics
Budgets participatifs	Organisation du temps	Gestion de crises et sécurité
Culture	Administration publique	Aménagement urbain et territorial

Pour faire avancer cette vision du soin, quatre recommandations ont été formulées lors de la première étape :

1. Restaurer le rôle du secteur public et inscrire le soin comme une grille de lecture transversale	2. Identifier, soutenir et renforcer les capacités des populations vulnérables et des personnes qui dispensent le soin	3. S'appuyer sur les données et renforcer les partenariats avec d'autres acteurs pour fonder les décisions sur des bases solides et vérifiées	4. Considérer la démocratie locale et la participation directe des citoyen.nes comme des piliers essentiels
---	--	---	---

Découvrez tous les résultats de l'étape 2 ! Scannez les codes QR ou cliquez sur les liens ci-dessous.

Étape 2



[Document de synthèse de l'étape 2](#)



[Toutes les contributions de l'étape 2](#)

Les infrastructures indispensables pour des villes et des régions axées sur le soin

La deuxième étape, « Les infrastructures indispensables pour des villes et des régions axées sur le soin », a permis d'analyser les structures, relations et programmes concrets — ainsi que leurs articulations — indispensables à la construction de villes et de territoires plus axés sur le soin. Ces infrastructures peuvent être de nature physique (bâtiments, infrastructures de services tels que les conduites d'eau, les autobus, mesures d'aménagement urbain, etc.), sociale (programmes de soutien social, dispositifs de soutien économique, etc.) ou institutionnelle (politiques et programmes publics, mécanismes de participation et de coproduction, cadres financiers, etc.). Cette étape a mis l'accent sur la manière dont les gouvernements locaux et régionaux et leurs partenaires peuvent traduire l'aspiration au soin en actions concrètes améliorant le bien-être des populations et de la planète. Grâce à ces infrastructures de soin, les services publics sont repensés selon une logique de soin, afin de corriger des inégalités ancrées de longue date et de mieux répondre aux besoins des communautés marginalisées.

Comment favoriser le soin concrètement, à l'échelle locale ?

Les infrastructures de soin sont mobilisées par les gouvernements locaux et régionaux et leurs partenaires pour concrétiser la vision du soin définie lors de la première étape. Les infrastructures de soin désignent les espaces physiques, sociaux et institutionnels qui constituent le socle permettant la reproduction de la vie.

Les gouvernements locaux et régionaux soutiennent les systèmes de soin existants et mettent en place des infrastructures de soin qui reposent sur :

La mise à disposition d'espaces et d'équipements favorisant la reproduction de la vie sous toutes ses formes	La création de programmes sociaux et économiques qui bénéficient aux populations, en particulier aux groupes vulnérables	L'intégration du soin comme principe transformant l'action institutionnelle et régulant les relations avec la population
--	--	--

Donner la priorité à l'ensemble de ces infrastructures de soin implique de développer des solutions globales, adaptées aux contextes, qui traduisent les besoins et aspirations des populations en matière de soin, à travers :

Des infrastructures physiques de soin	Des infrastructures sociales de soin	Des infrastructures institutionnelles de soin
Fourniture directe et construction d'équipements, ainsi que leur co-conception	Mise en œuvre de dispositifs de soutien social combinant approches universelles et ciblées	Institutionnalisation de la responsabilité collective et publique du soin
Reconnaissance et valorisation des infrastructures physiques existantes	Reconnaissance et renforcement des systèmes de soutien sociaux et naturels existants	Mise à disposition d'espaces de conception et de mise en œuvre du soin, favorisant la coproduction
Coordination des dispositifs entre différents niveaux de gouvernance	Reconnaissance et valorisation des personnes qui dispensent le soin et de celles qui en bénéficient	Recours à des savoirs inclusifs et à la coproduction pour assurer un suivi efficace des cadres du soin

Les infrastructures de soin permettent de le concrétiser à l'échelle locale, à travers des projets, des programmes et des modalités d'action. Par exemple :

Centres de jeunesse et de vie communautaire	Monnaies municipales	Partenariats public-commun et public-communautaire
Projets urbains sensibles aux enjeux de genre	Dispositifs de logement coopératif et centrés sur les personnes	Guichets uniques pour les personnes assurant le soin, les migrant.es et les populations vulnérables
Interventions d'aménagement urbain inclusives	Projets communautaires de restauration de la nature	Programmes de résilience pour les travailleur.euses informel.les face au changement climatique
Politiques d'organisation du temps	Restaurants à vocation sociale	Renforcement de la résilience à travers des pratiques culturelles

Afin de construire un système résilient d'infrastructures de soin, les recommandations suivantes ont été formulées lors de la deuxième étape :

1. Créer des liens entre les agendas plus larges (sectoriels) et intégrer le soin comme principe transversal	2. Mobiliser ses propres ressources et compétences pour engager la mise en œuvre	3. Reconnaître, renforcer et soutenir les infrastructures existantes	4. Commencer par des projets pilotes, identifier des alliés et des partenaires, puis étendre et généraliser	5. S'appuyer sur les savoirs locaux pour identifier les lacunes en infrastructures et assurer le suivi et l'évaluation
--	--	--	---	--

Découvrez tous les résultats de l'étape 3 ! Scannez les codes QR ou cliquez sur les liens ci-dessous.

Étape 3



[Document de synthèse de l'étape 3](#)



[Toutes les contributions de l'étape 3](#)

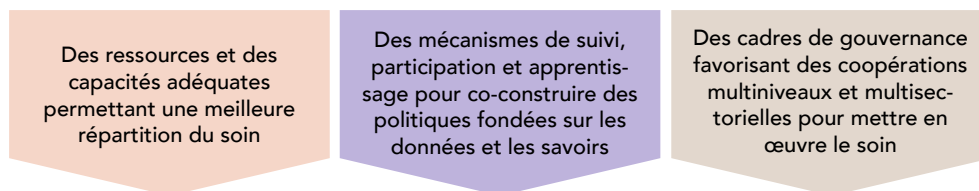
Ressources et réformes en matière de soin

La troisième étape, « Ressources et réformes en matière de soin », a permis d'analyser les réformes et transformations nécessaires pour faire du soin un principe directeur des politiques publiques locales et mettre en œuvre globalement les infrastructures de soin. Elle a notamment porté sur les cadres financiers mondiaux et nationaux, les processus de décentralisation et de déconcentration, le capital politique et les compétences nécessaires à la mise en œuvre du soin, le rôle du système multilatéral et l'apport des nouvelles technologies et des dispositifs de suivi pour soutenir l'agenda du soin. Dans leur ensemble, ces réflexions dressent un panorama complet des réformes nécessaires pour mettre en œuvre les propositions issues des première et deuxième étapes.

Quelles sont les conditions et les réformes nécessaires pour faire progresser le soin à l'échelle locale ?

Les gouvernements locaux et régionaux ont besoin d'environnements favorables et de ressources adéquates pour soutenir, mettre en place et pérenniser des systèmes fondés sur le soin. Cela suppose une coopération entre l'ensemble des acteurs — des organisations internationales aux gouvernements nationaux, en passant par les organisations de la société civile et le secteur privé — afin de conduire les réformes nécessaires à une gouvernance locale du soin concrète, capable d'atteindre les territoires et les groupes souvent invisibilisés.

Les principaux leviers permettant aux gouvernements locaux et régionaux de gouverner avec le soin sont les suivants :



Mettre en œuvre ces leviers suppose des réformes ambitieuses et partagées sur les conditions matérielles et immatérielles qui soutiennent la capacité des gouvernements locaux à développer une gouvernance du soin. Principales transformations :

Ressources et capacités adéquates	Mécanismes de suivi, participation et apprentissage pour l'élaboration des politiques publiques	Cadres multiniveaux et multisectoriels
Décentralisation des ressources, des pouvoirs et des capacités	Mise en place de mécanismes collaboratifs de suivi et d'apprentissage des politiques du soin	Alignement des stratégies nationales, régionales et locales autour de la mise en œuvre du soin
Diversification des sources de financement et des modes de mobilisation des ressources	Soutien à la production de connaissances et à la collecte de données à l'échelle locale	Diversification et démocratisation de la mise en œuvre du soin à différentes échelles
Renforcement des capacités et accompagnement des transformations culturelles en faveur d'une meilleure répartition du soin	Innovation dans les dispositifs de participation citoyenne et les boucles de rétroaction pour éclairer la prise de décision	Consolidation des économies solidaires et des liens sociaux comme composantes clés des politiques du soin

Créer des environnements favorables à l'action locale fondée sur le soin suppose une démarche globale mobilisant l'ensemble des secteurs. Par exemple :

Les cadres juridiques et réglementaires	La gouvernance multiniveaux	Les infrastructures financières
Les mécanismes de données, de suivi et d'évaluation	Les médias et la presse	Le système multilatéral
La décentralisation et la déconcentration administrative, politique et fiscale	La numérisation et l'intelligence artificielle	Les politiques de l'emploi

Les recommandations suivantes ont été formulées lors de la troisième étape afin de créer, collectivement, des environnements plus favorables à la mise en œuvre de l'agenda municipal du soin :

1. Mettre en place des systèmes de financement équitables et prévisibles pour le soin au niveau local	2. Établir des mandats juridiques clairs et des cadres de gouvernance multiniveaux	3. Soutenir les personnes aidantes, leurs communautés et les agents publics via des dispositifs dédiés
4. Renforcer les capacités des gouvernements locaux par l'accompagnement continu, l'apprentissage entre pairs et la pratique	5. Développer des systèmes de données et de connaissances intégrés, ventilés par catégories, transparents et collaboratifs	6. Favoriser des partenariats inclusifs entre le public et le commun, l'innovation et l'engagement communautaire



Orienter les politiques et les pratiques : recommandations et impact

Les recommandations mondiales de GOLD VII ont été élaborées par CGLU en étroite collaboration avec ses membres et les partenaires de GOLD VII. Elles s'appuient sur les constats, priorités et pistes d'action identifiés au cours des trois étapes du processus de recherche, tels que synthétisés dans les documents de synthèse correspondants. Les recommandations reflètent à la fois des orientations politiques de fond et des enseignements méthodologiques issus de ce processus progressif et collectif.

Ancrées dans les réalités, les pratiques et les innovations des gouvernements locaux et régionaux, **ces recommandations s'adressent non seulement à eux, mais également aux gouvernements nationaux, aux institutions internationales, aux partenaires du développement et aux acteur.rices de la société civile.** Elles visent à renforcer la compréhension du fait que la promotion d'approches de gouvernance centrées sur le soin nécessite un effort mondial partagé — qui articule responsabilités, ressources et prise de décision entre les différents niveaux de gouvernement et mobilise l'ensemble des acteur.rices afin de soutenir collectivement le bien-être des personnes, des communautés et des territoires.

Les recommandations sont structurées autour des trois principes de GOLD VII, qui constituent ensemble un cadre conceptuel de la gouvernance centrée sur le soin :

Principe 1

Le soin est un besoin, un travail, une valeur et un droit

Principe 2

Le soin est partout, de l'individu aux systèmes

Principe 3

Le soin est le moteur de toute vie — aujourd'hui, hier et demain

Chaque recommandation s'articule autour d'une approche en quatre étapes :

- « **Prendre du recul** », en invitant à interroger les réalités locales et les besoins en matière de soin
- « **Repenser** », en encourageant la remise en question des normes, des pratiques et des relations sociales
- « **Agir** », en définissant des interventions et stratégies concrètes pour les gouvernements locaux et régionaux
- Et, enfin, « **Conditions clés** », en mettant l'accent sur les conditions institutionnelles, réglementaires et systémiques permettant de mettre en œuvre des politiques centrées sur le soin et d'associer l'ensemble des acteur.rices concerné.es — notamment gouvernements nationaux et organisations internationales — pour favoriser la coopération, au-delà des gouvernements locaux et régionaux.

Cette structuration permet de naviguer entre les recommandations en articulant les faits, les principes et les orientations opérationnelles, afin de les adapter à différents contextes locaux, nationaux et mondiaux, tout en favorisant une gouvernance collaborative centrée sur le soin.

Un regard à travers le soin

Les gouvernements locaux et régionaux sont en première ligne pour défendre le soin comme un besoin humain universel, une valeur et un droit. En tant que fournisseurs de services publics, redistributeurs de ressources et d'opportunités, et autorités de régulation répartissant les responsabilités entre institutions publiques, marchés, communautés et ménages, les gouvernements locaux et régionaux doivent veiller à appréhender toute politique, tout service et toute décision d'aménagement local de manière globale et à travers le prisme du soin. Ce cadre traduit les résultats de GOLD VII en une structure claire pour l'action.

Imaginons le monde autrement, de manière plus centrée sur le soin.

Principe 1

Le soin est un besoin, un travail, une valeur et un droit

Le soin est essentiel au bien-être de tou.tes et de la planète, ainsi qu'au développement durable. Il est à la fois un besoin fondamental, un travail, des services et un système de valeurs structurant l'organisation des sociétés et la continuité de la vie. Le reconnaître comme un droit transforme les normes et priorités en faveur de l'égalité et de la justice, influençant politiques publiques, droit et allocation des ressources.

Prendre du recul

Quels sont, dans votre contexte local, les personnes et les réalités qui nécessitent du soin ? Quelles formes de soins sont nécessaires ?

Si le soin est ce qui permet de faire vivre nos sociétés et notre planète — souvent de manière invisible, non reconnue ou tenue pour acquise —, quelles sont les tâches et personnes qui le mettent en œuvre sur votre territoire ?

Comment vos politiques et vos discours locaux articulent-ils les priorités entre production (croissance économique) et reproduction (soutenir et préserver la vie) ? Le font-ils de manière différente, ou dans des proportions équivalentes ?

Repenser

Besoins et universalité

Reconnaître que toutes les personnes, groupes sociaux et communautés ont besoin de soin, en particulier ceux confrontés à des discriminations structurelles, et prendre en compte la manière dont les inégalités (genre, âge, race, classe sociale, handicap, statut migratoire, etc.) influencent les besoins et l'accès au soin.

Comprendre notre interdépendance et notre nature relationnelle communes, et le fait que chacun a besoin de soin, de manière temporaire ou permanente, au cours de sa vie.

Reconnaissance

Rendre visibles et reconnaître le soin, les tâches de soin et celles et ceux qui les assurent (en particulier les filles et les femmes), et les intégrer dans le débat public comme dans les pratiques quotidiennes.

Veiller à leur reconnaissance et à leur valorisation sociales, sans stigmatisation, et garantir que le secteur public, les individus, les communautés, le tiers secteur et les acteur.rices privé.es reconnaissent leurs responsabilités en matière de soin.

Redistribution

Questionner les normes sociales qui considèrent le soin comme acquis, dans et au-delà du secteur du soin, et qui subordonnent le bien-être et la durabilité de la vie à la productivité, la rapidité et la performance économique.

Repenser les discours sur la valorisation du soin de soi, du soin aux sociétés et à la planète, et promouvoir une répartition plus équitable des responsabilités de soin, en les détachant de leur assignation aux filles et aux femmes.

Droits

Considérer le soin comme une obligation des pouvoirs publics et un droit pour tous, reconnaître ses formes multiples selon les personnes et garantir ce droit dans tous les contextes, afin de renforcer l'autonomie d'action, la dignité et l'autonomie des personnes qui reçoivent comme de celles qui dispensent le soin.

Égalité

Réduire les inégalités persistantes d'accès et de fourniture de soins grâce à une approche intersectionnelle et sensible aux diversités, notamment pour les personnes marginalisées, les peuples autochtones et les migrant.es en situation irrégulière.

Agir

Garantir un travail décent

Améliorer les conditions de travail en garantissant travail décent, salaires équitables, protection sociale et droits du travail pour toutes les travailleur.euses, y compris migrant.es et travailleur.euses informel.les, et en reconnaissant les chaînes mondiales de soin.

Aller au-delà du PIB

Veiller à reconnaître et valoriser les résultats sociaux et environnementaux au-delà des logiques économiques, et à rendre les réussites visibles et partagées afin d'éclairer et d'inspirer l'action.

Repenser l'organisation du temps

Favoriser une gouvernance fondée sur le soin à travers des politiques concrètes s'attaquant au manque de temps et à la prestation du soin rémunéré, non rémunéré et informel.

Soutenir globalement le bien-être des personnes qui dispensent le soin sur des aspects souvent considérés comme « privés », notamment la nutrition, la santé, la santé mentale, les responsabilités de soin et la précarité liée au travail.

Améliorer l'emploi public

Montrer l'exemple en tant qu'employeurs et fournisseurs de services, en intégrant les principes du soin dans les pratiques de l'emploi public et les conditions de travail.

Promouvoir des politiques, notamment d'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, afin de favoriser une répartition plus équitable des responsabilités de soin dans la société.

Développer les infrastructures de soin

Reconnaître et investir dans la création, l'entretien et la réparation des infrastructures matérielles, sociales et institutionnelles qui soutiennent la production et la reproduction du bien-être de toutes et tous et de la planète, en privilégiant le contrôle démocratique et une offre publique accessible, de qualité et équitable.

Rompre avec les approches assistancielles et garantir l'accès universel à des services fournis et pérennisés en toutes circonstances, ainsi qu'à des programmes ciblés visant l'autonomisation des groupes vulnérables, tout en levant les obstacles à l'accès.

Soutenir les solutions communautaires

Soutenir par le financement, la visibilité et l'accès aux espaces les structures qui promeuvent le soin (pratiques autochtones et culturelles, programmes et réseaux communautaires et de la société civile) et collaborer avec le secteur privé sur un principe d'égalité.

CONDITIONS CLÉS

LES DROITS HUMAINS

Une reconnaissance du soin comme un droit humain dans les législations nationales et les conventions internationales, créant des engagements contraignants pour les gouvernements, les agences multilatérales et les acteurs.

DIALOGUE SOCIAL

Des accords structurés entre gouvernements nationaux, locaux et régionaux, syndicats, mouvements sociaux, société civile et autres actrices, garantissant des conditions équitables de soin, réparant les négligences historiques et renforçant la responsabilité partagée.

ÉCONOMIES DE SOIN

Des modèles économiques centrés sur le bien-être, la durabilité et la reproduction sociale plutôt que sur la croissance extractive, valorisant et rémunérant le travail de soin dans les économies formelles, informelles et plurielles.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Des politiques du soin alignées avec les stratégies et politiques plus larges de développement durable, renforçant la centralité du soin dans la réalisation de la justice sociale, environnementale et économique ainsi que de la paix.

Principe 2

Le soin est partout, de l'individu aux systèmes

Le soin ne se limite pas à la santé ou aux services sociaux ; il s'articule avec le logement et la sécurité du logement, les transports, les espaces publics, la résilience climatique et la gouvernance urbaine, entre autres. Les gouvernements locaux et régionaux doivent intégrer le soin dans l'ensemble des secteurs et des décisions publics, et veiller au bien-être de tous les agents du service public, dans le secteur du soin comme dans les autres secteurs.

Prendre du recul

Que signifie gouverner avec le soin ?

Vos politiques prennent-elles en compte l'impact sur les personnes qui dispensent et reçoivent le soin, à titre individuel, collectif et global ?

Les enjeux liés au soin sont-ils pris en compte de manière transversale dans vos politiques sectorielles ?

Repenser

Activités quotidiennes

Élargir la compréhension des réalités du travail de soin dans votre territoire. Prendre en compte les activités quotidiennes, notamment le nettoyage, le jardinage, la maintenance et les tâches administratives, ainsi que les infrastructures plus larges comme la gestion du logement et l'approvisionnement en eau.

Prendre en compte les personnes travaillant dans le secteur du soin et dans les autres secteurs, qui rendent ces activités possibles.

Approche systémique

Repenser les gouvernements locaux et régionaux comme des écosystèmes du soin actifs et interconnectés, plutôt que comme des structures figées organisées en secteurs distincts.

Promouvoir la cohérence des politiques publiques et décroiser l'action en considérant des enjeux multidimensionnels et interconnectés, et en travaillant de manière transversale entre les services.

Intégration des politiques

Intégrer le soin dans les services publics existants, notamment la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie, la mobilité, le logement et la protection sociale ; dans les nouveaux services essentiels comme les services publics alimentaires ; dans l'aménagement urbain et les politiques environnementales ; ainsi que dans vos modes d'organisation, de mise en œuvre et de relation.

Justice globale

Réfléchir à l'impact des décisions locales sur l'équité en matière de soin, du niveau local au niveau mondial, notamment sur les plans climatique, économique et social, pour les personnes, le tissu social, les écosystèmes et les infrastructures, à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire.

Agir

Agir en leader

Porter l'agenda du soin comme engagement politique et collectif, ancré dans le municipalisme féministe.

Développer des récits politiques solides et des actions pour dépasser les logiques de polarisation, sur la base de principes communs d'égalité, de justice et de bien-être, tout en élargissant le débat sur le soin à l'ensemble de la société.

Faire de la proximité un principe central

Concevoir les politiques et l'aménagement urbain pour corriger les injustices historiques et spatiales (espaces publics et infrastructures inaccessibles, quartiers sous-dotés en services, zones à forte charge de soin) et tenir compte des spécificités des contextes, grâce à la décentralisation des services, à l'égalité territoriale et à la proximité, ainsi qu'à des espaces publics ouverts, inclusifs et multifonctionnels favorisant les interactions sociales, les pratiques de soin et la mixité sociale.

Budgétiser le soin

Intégrer les considérations liées au soin dans vos budgets et investissements annuels (en allouant un pourcentage du budget général à des projets liés au soin, en mettant en place un budget participatif ciblé, etc.).

Élargir les connaissances et les données

Développer des systèmes de données et de connaissances centrés sur le soin, combinant des indicateurs quantitatifs désagrégés (dont la valorisation monétaire du travail de soin auparavant invisible) et des approches qualitatives fondées sur l'expérience vécue (organisation du temps, couverture des services, accessibilité et conditions de travail des personnels).

Utiliser ces données et connaissances pour réaliser des évaluations et un suivi réguliers de l'impact du soin, en cartographiant les besoins et les inégalités, afin d'éclairer la prise de décision dans l'ensemble des politiques publiques à partir de données factuelles.

Veiller à ce que les pratiques de données soient respectueuses et non extractives, et à ce que les impacts sociaux et environnementaux fassent l'objet d'un suivi au-delà des seuls indicateurs économiques et du PIB.

Coordonner

Mettre en place des mécanismes de coordination entre les services des gouvernements locaux et régionaux, les différents niveaux de gouvernance et les acteurs.rices communautaires afin de garantir des approches du soin cohérentes et intégrées.

Favoriser la responsabilité partagée, la planification conjointe et la co-mise en œuvre de politiques reflétant la nature transversale du soin.

CONDITIONS CLÉS

DÉCENTRALISATION

Mettre en place des cadres politiques, administratifs et fiscaux décentralisés permettant des systèmes de soin ancrés dans les territoires et participatifs, soutenus par un financement adéquat, prévisible et durable, combinant des marges d'expérimentation avec une vision stratégique à long terme, afin de permettre la diffusion et l'ancrage des innovations.

GOVERNANCE MULTINIVEAUX

Mettre en place une gouvernance multiniveaux articulant les échelles locale, nationale et mondiale pour des systèmes de soin démocratiques, responsables et intégrés, où l'écoute, l'apprentissage et le soutien circulent dans toutes les directions, permettant aux États de s'inspirer des innovations locales et de les soutenir pour les diffuser, et aux gouvernements locaux et régionaux de contribuer pleinement aux politiques et aux ressources.

CONTRAT SOCIAL

Renouveler le contrat social en renforçant le rôle des pouvoirs publics dans la régulation, la prise en charge et la fourniture du soin et de ses infrastructures matérielles et immatérielles, en réduisant la charge disproportionnée pesant sur les filles, les femmes et les communautés, et en garantissant un accès universel à des services publics de soin de qualité.

RÉGLEMENTATION DU MARCHÉ

Aligner le secteur privé sur les normes des droits humains et les principes du soin, et permettre à la société civile, aux coopératives et aux petits prestataires de participer à la co-production et à la fourniture des services, en favorisant la proximité et la pertinence territoriale.

DIGITALISATION

Développer des outils et infrastructures numériques soutenant la fourniture et la gouvernance du soin, réduisant les fractures numériques et garantissant un accès équitable pour toutes et tous, afin que la technologie renforce plutôt qu'elle ne remplace le soin relationnel. Les technologies ne sont pas neutres et doivent être adaptées aux réalités territoriales.

Principe 3

Le soin est le moteur de toute vie — aujourd’hui, hier et demain

Le soin est dynamique et intergénérationnel. Les gouvernements locaux et régionaux doivent anticiper l’évolution des besoins et des opportunités, transformer les rapports de pouvoir et favoriser des communautés résilientes. Prendre soin, c’est élargir notre vision de la gouvernance au-delà de ce qui est déjà connu, dans le temps, entre les acteur.rices et en tenant compte des générations futures et des limites planétaires. Pour cela, il est nécessaire de renforcer la démocratie.

Prendre du recul

Vos politiques et dispositifs de gouvernance sont-ils assez dynamiques, adaptables, réactifs et durables pour faire face aux évolutions démographiques, aux risques climatiques, aux conflits et aux incertitudes, en tenant compte du caractère essentiel et pérenne du soin ?

Quels changements profonds la démocratie locale doit-elle engager pour permettre la participation de toutes et tous, en tenant compte des responsabilités de soin, des besoins et des obstacles auxquels chacun est confronté ? Que peut-elle révéler, et qui peut-elle mobiliser ?

Quel rôle votre institution peut-elle jouer pour repenser le système économique afin que le soin aux personnes et à la planète devienne un moteur central de la société ?

Repenser

Rythmes centrés sur la vie

Aller vers des modèles urbains plus apaisés et centrés sur la vie, où l’activité économique et l’organisation urbaine respectent les rythmes du soin, du repos, de la vie culturelle et de la reproduction sociale.

Gestion responsable

Intégrer la gestion responsable de l’environnement comme dimension centrale du soin, en reconnaissant l’interdépendance entre communautés, écosystèmes et générations futures, et en préservant les savoirs traditionnels et les pratiques patrimoniales du soin.

Démocratie

Repenser la démocratie et la paix à travers des approches participatives, délibératives et de co-production, en reconnaissant les responsabilités de soin, en redistribuant le pouvoir et en favorisant une inclusion effective, tout en élargissant le débat public sur le soin grâce à des canaux de communication accessibles et diversifiés.

Communs

Reconnaître que le savoir et les connaissances sont un bien commun et encourager leur co-production, en intégrant les savoirs communautaires et autochtones, et en répondant aux injustices historiques par des approches réparatrices.

Continuité

Promouvoir une culture politique dépassant les mandats de court terme, en favorisant la continuité, des valeurs partagées et un engagement au-delà des clivages politiques en faveur d’agendas centrés sur le soin.

Agir

Régénérer

Promouvoir des économies de soin régénératrices, en passant de modèles extractifs à des modèles durables, et défendre une économie plurielle en soutenant les solutions non marchandes existantes et en développant de nouvelles, notamment les partenariats public-commun, les formes de propriété collective, les coopératives et les monnaies locales.

Planifier à différents horizons temporels

Planifier à court, moyen et long terme pour anticiper les besoins en matière de soin et garantir l'égalité entre les générations, en combinant une vision systémique avec des interventions pérennes à petite échelle qui, une fois consolidées, peuvent être institutionnalisées et étendues afin de produire une transformation durable.

Expérimenter

Encourager l'expérimentation contextualisée comme moyen de repenser les systèmes de soin présents et futurs, en soutenant les initiatives à petite échelle comme points de départ pour répondre à des défis structurels plus larges.

Adopter des approches ouvertes et adaptatives, tenant compte de chaque contexte, et favoriser l'apprentissage collectif par la pratique, le renforcement des capacités et l'éducation, plutôt que de s'appuyer sur des modèles figés ou des solutions prédéfinies.

Adopter la co-gouvernance

Faire progresser des mécanismes de gouvernance participative et de co-gouvernance pour rééquilibrer les rapports de pouvoir et renforcer la confiance entre acteur.rices locaux, notamment via la planification urbaine et les budgets participatifs, la co-gestion des services et le renforcement du rôle des acteur.rices communautaires et des institutions indépendantes (comme la presse) comme mécanismes de redevabilité.

Élaborer des stratégies spécifiques pour promouvoir le leadership des enfants et des jeunes.

Favoriser la co-production

S'inspirer des expériences, des voix et des solutions de soin portées par les communautés, les soutenir et les renforcer, et développer des partenariats public-communautaires garantissant des échanges de données et de connaissances bidirectionnels et mutuellement bénéfiques.

CONDITIONS CLÉS

REPRÉSENTATION

Mettre en place des mécanismes d'engagement communautaire, de co-conception et de co-gestion associant les personnes qui dispensent le soin, celles qui le reçoivent et les jeunes, afin de faire du soin une valeur partagée entre les générations et de renforcer, à travers les politiques locales, la confiance, la continuité et la cohésion sociale.

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Mettre en place des cadres juridiques et politiques soutenant les systèmes de soin dans tous les territoires via la coopération décentralisée, en passant d'expérimentations isolées à des échanges de connaissances structurés et à des politiques de long terme.

RÉSILIENCE

Intégrer les systèmes de soin dans la préparation aux crises et la résilience, en y incluant les considérations liées au soin et les pratiques culturelles de préparation communautaire, dans la gestion des catastrophes, l'adaptation climatique, la réponse aux conflits et les efforts de reconstruction et de relèvement, afin de contribuer à la paix et à la cohésion sociale.

INSTITUTIONNALISATION

Institutionnaliser et protéger juridiquement le soin à travers les cycles politiques, en garantissant un engagement à long terme au-delà des mandats individuels et des appartenances politiques.

MULTILATÉRALISME LOCAL

Promouvoir des transformations centrées sur le soin, du niveau local au niveau mondial, en positionnant les gouvernements locaux et régionaux comme des acteur.rices clés dans la mise en œuvre des agendas du soin et féministes, à travers l'action locale, la gouvernance multiniveaux et la coopération internationale.

Les conclusions et recommandations de cette recherche ne marquent pas la fin du parcours. GOLD VII constitue une base solide de données probantes qui continuera de guider la mise en œuvre et la concrétisation du Pacte social local lors du Congrès mondial de CGLU et au-delà, en garantissant que les engagements des membres et des partenaires s’ancrent dans des approches centrées sur le soin. Ses conclusions éclairent l’élaboration des politiques, le plaidoyer collectif et la conception d’initiatives locales, permettant aux gouvernements locaux et régionaux de traduire le soin en pratiques concrètes dans les services publics, l’aménagement urbain, les programmes sociaux et la gouvernance institutionnelle. En reliant les expériences locales aux cadres mondiaux, notamment les ODD, les droits humains, l’égalité de genre et les engagements en matière d’action climatique, GOLD VII garantit que le soin s’inscrit non seulement dans les priorités municipales, mais aussi dans des processus de décision multiniveaux et multiacteurs.

GOLD VII renforce également les actions de plaidoyer et de renforcement des capacités en fournissant des arguments fondés sur des données probantes et des exemples concrets montrant comment des approches centrées sur le soin produisent des résultats tangibles pour les communautés. Ces connaissances soutiennent la participation des gouvernements locaux et régionaux aux dialogues et accords internationaux — des sessions de la Commission de la condition de la femme, des Forums politiques de haut niveau et des Forums urbains mondiaux aux réunions de l’Organisation internationale du Travail et aux Conférences des Parties — en les positionnant comme co-créeurs des politiques plutôt que comme de simples exécutants. Au-delà du plaidoyer, les résultats de GOLD VII seront traduits en outils d’apprentissage pratiques et en programmes de renforcement des capacités destinés aux personnels des gouvernements locaux et régionaux, afin de développer des compétences et des pratiques institutionnelles intégrant le soin dans tous les domaines de la gouvernance et garantissant sa diffusion tant dans l’action locale que dans les débats internationaux.

Ce document a été préparé par Anna Calvete Moreno (directrice de la recherche de CGLU) et Matteo Fabris (chargé de recherche de CGLU), avec le soutien d'Alice Lord (stagiaire en recherche de CGLU).

Le processus de recherche de GOLD VII n'aurait pas été possible sans la contribution active, l'engagement et le soutien de dizaines de partenaires et des nombreuses personnes impliquées. Leurs connaissances collectives, leurs expériences et leurs regards critiques ont été essentiels pour façonner le contenu, l'orientation et les résultats de ce processus. Cette page reconnaît et rend hommage au rôle de chacune et chacun d'entre eux.

Orientation stratégique

Emilia Saiz (secrétaire générale de CGLU)

Secrétariat mondial de CGLU

Nous remercions sincèrement Loane Alonzeau, José Álvarez, Saul Baldeh, Pere Ballester, David Benítez Obando, Jean-Baptiste Buffet, Xavier Castellanos, Benedetta Cosco, Adrià Duarte, Megan Edwards Prat, Gloria Escoruela, Pablo Fernández Marmissolle Daguerre, Julia Guimarães, Sara Hoeflich, Paloma Labbé, Albert Lladó, Marta Llobet, Kader Makhoul, Pablo Mariani, Carlos Mascarell, Prachi Metawala, Carole Morillon, Carolina Osorio, Jordi Pascual, Federico Poitier, Maria Alejandra Rico, Giacomo Ricotti, Cécile Roth, Agnès Ruiz, Celeste Salcedo, Fernando Santomauro, Mariola Szek, Juan Carlos Uribe, Job Van der Poel, Claire Verbeck, Sarah Vieux et l'ensemble du Secrétariat mondial de CGLU.

Contributeur.ices au processus de recherche de GOLD VII

Nous tenons à remercier chaleureusement Kelly Agopyan, Amogh Arakali, Caterina Arciprete, Görsev Argın Uz, Jordi Baltà Portolés, Ester Barinaga, Ana Barrero, Jerry van den Berge, Laetitia Bosio, Pascale Bourgeaiseau, Yves Cabannes, María Ángeles Cabeza, Marina Canals, Michèle Caulet, Carlos José Celis, Davide Cerella, Anna Chworow, Federico Ciani, Daria Cibrario, Pamela Cipriano, Camila Cociña, Michael Cohen, Thaisa Comelli, Andrew Cumbers, Aratrika Debnath, Fátima Fernández, Andrea Ferrannini, Qonita Afnani Firdaus, Tica Font, Alexandre Apsan Frediani, Irene Fuertes, Marta Galceran-Vercher, Sarah Anne Ganter, Ayşe Göç Yalçınkaya, Kashish Gupta, Sophie van Haasen, Yolande Hendler, Samuel Hernández, Barbara Holtmann, Paola Jirón, Åsa Jonsson, Marta Junqué Surià, Julia Ladret, Dwinita Larasati, Barbara Lipietz, Alice Lord, Rosa Arlene María, Ricardo Martínez, Marc Martorell Escofet, Abigail McCall, Keir Milburn, Théo Mureau, Maria Nannini, Sandra van Niekerk, Ana Carolina Ogando, Maite Pavón, Bethia Pearson, Edgar Pieterse, Amira Rahardiani, Magda Robalo, Romina Rodela, Macarena Rodríguez Vergara, Florence Roger, Annie Le Roux, Bertie Russell, Michelangelo Secchi, Verónica Serafini Geoghegan, Paula Sevilla Núñez, Aude Sivigny, Warren Smit, Shobana Srinivasan, Lavinia Steinfert, Cecilia Tinonin, Sophia Torres, Maria Truñó, Marcela Valdivia, Emma de Villiers, Diana Wachira, Amy Weimann, Miriam Williams, Celina Xia, Nicholas You, Lorena Zárate, Aleksandra Zemke et les collègues du GCoM, du Waiwhakaata Strategy Group et du Conseil régional d'Otago.

Membres de la coalition stratégique GOLD VII

Nous tenons à remercier Greg Munro (Cities Alliance), Barbara Holtmann (Fixed Africa), Ana Moreno (Alliance mondiale pour les soins), Lorena Zárate (Plateforme Globale pour le Droit à la Ville), Yolande Hendler (Habitat International Coalition), Camila Cociña (International Institute for Environment and Development) et Nicholas You (Guangzhou Institute for Urban Innovation) pour leurs conseils stratégiques et leur engagement.

Nous tenons également à rendre un hommage particulier à Yves Cabannes, décédé en janvier 2025, dont le travail remarquable et l'engagement en faveur de la démocratie locale étaient sans égal. CGLU et l'ensemble du processus ont bénéficié de ses précieuses contributions dans le domaine urbain et de son travail infatigable pour offrir une tribune publique aux connaissances et actions communautaires. Yves a contribué au processus GOLD VII sur les économies d'égalité et de soin avant son décès prématuré en janvier 2025. Nous avons tout mis en œuvre pour rester fidèles à son travail original, en veillant à ce qu'il reflète sa voix, ses réflexions et ses intentions.

Le soin est essentiel au maintien de la vie et façonne la manière dont les sociétés organisent le temps, les relations, le travail, les services, les ressources et les territoires. Alors que les inégalités se creusent et que les pressions climatiques, sociales et démocratiques s'intensifient, le soin offre un prisme transformateur pour repenser l'action publique, renforcer la responsabilité collective et placer le bien-être des personnes, des communautés et de la planète au cœur de la gouvernance.

Ce rapport présente les résultats finaux du processus de recherche GOLD VII sur les économies d'égalité et de soin. Élaboré au fil de trois années de réflexion collective et de coproduction avec des gouvernements locaux et régionaux, des organisations internationales, des chercheur.euses et la société civile, il rassemble des données factuelles, des pratiques et des recommandations pour soutenir des villes et des régions plus centrées sur le soin, plus équitables et plus durables, et éclairer la contribution municipaliste à un multilatéralisme renouvelé.